



# Mouvement pour la Liberté et la Démocratie Directe

Lassé de constater que l'offre politique en France se résume à des variations autour du thème de la social-démocratie et de l'État providence, J'ai décidé de mener une liste aux élections européennes 2019.

Cette liste est transpartisane, nul besoin d'adhérer à un parti politique pour nous rejoindre.

Réciproquement tout adhérent d'un parti politique quel qu'il soit est le bienvenu, pourvu qu'il se reconnaisse dans le programme du ML2D et s'engage à le porter avec moi.

Le développement continu de l'État providence dans notre pays a produit de nombreux effets pervers. Les plus visibles sont une fiscalité étouffante, le développement spectaculaire de l'État qui désormais s'insinue et réglemente les moindres détails de nos vies, le développement du capitalisme de connivence au détriment du capitalisme de concurrence et enfin l'apparition d'entrepreneurs politiques.

Nos actuels représentants élus utilisent leurs mandats non pas pour réaliser les aspirations de leurs électeurs, mais pour satisfaire leurs intérêts personnels.

Nous pensons que la confiance est rompue, définitivement.

J'ai créé ML2D afin de faire surgir dans le paysage politique français une offre radicalement nouvelle, très ambitieuse dans ses objectifs de réforme en profondeur de notre pays, modeste quant à la méthode à employer.

ML2D est un mouvement pragmatique, nous souhaitons tout simplement adapter au contexte français et européen les méthodes employées dans les pays qui réussissent le mieux, généraliser les meilleures pratiques.

ML2D a vocation à devenir un grand mouvement populaire qui sera présent à toutes les futures échéances électorales !

## **Les trois points de notre programme**

### **-1- Le versement du salaire complet couplé a la fin des monopoles**

Les citoyens auront le choix entre les différentes offres publiques ou privées en concurrence, dans tous les domaines autres que le régalién (police, justice, affaires étrangères et armée).

C'est ainsi que procèdent les pays qui fonctionnent le mieux (Suisse, Nouvelle-Zélande...)

La concurrence a tendance à améliorer la qualité des offres et à en diminuer le coût.

Cette réforme ne coûte rien et est sans risque de déboucher sur une situation pire car si nos services publics sont excellents, alors ils n'ont rien à craindre de la concurrence.

C'est aussi le respect des traités européens qui impliquent l'ouverture des services publics et des assurances sociales à la concurrence.

Vidéo

<https://www.youtube.com/watch?v=fWUYnAu6wHo&feature=youtu.be>

### **-2- Le bon d'éducation**

Couplé à la suppression de la carte scolaire et à la liberté de création d'écoles nouvelles, pourvu qu'elles respectent les valeurs de notre pays.

Cette réforme ne coûte rien de plus et permettra de briser l'uniformité du système éducatif en permettant l'adaptation de l'offre pédagogique aux spécificités locales.

Partout où le bon d'éducation a été instauré, une amélioration des résultats des élèves a été constatée. Dans les écoles privées comme dans les écoles publiques (Suède, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas). De plus est-on réellement en démocratie quand l'État providence a le monopole de la formation des esprits des futurs électeurs ?

Vidéo

[https://www.youtube.com/watch?v=E\\_nQXqzg-CA&feature=youtu.be](https://www.youtube.com/watch?v=E_nQXqzg-CA&feature=youtu.be)

### **-3- La démocratie directe et le principe de subsidiarité**

La Suisse ou plus exactement Confédération Helvétique est une réussite éclatante.

Leur richesse par habitant est le double de la nôtre alors que dans les années 1980 nous étions à égalité.

Le capitalisme de connivence y est bien moins développé qu'en France, le tissu de PME est bien plus dense et le chômage est quasiment inexistant.

L'organisation sociale et politique suisse est robuste et a fait ses preuves !

Ce qui caractérise la Suisse c'est la pratique de la démocratie directe, c'est à dire le recours régulier à des référendums pour les décisions importantes ; et la subsidiarité, c'est à dire le fait que les prises de décision doivent être les plus locales possibles.

Concrètement qu'est ce que cela pourrait être en France ?

Si nous appliquons ces principes à notre pays cela donnerait un État central qui ne s'occuperait que de ses fonctions régaliennes ou légitimes : la police, la justice, l'armée et les affaires étrangères.

Chaque région aurait son propre gouvernement local pour s'occuper du reste. Les membres de ce gouvernement local seraient responsables sur leurs deniers personnels de leur bonne gestion.

Les régions seraient en concurrence fiscale car la concurrence a tendance à améliorer la qualité des offres et à en diminuer le coût.

Les régions les mieux gérées attireront le plus de monde. Les moins bien gérées se remettront à niveau. C'est un frein à l'escalade des impôts. Ce n'est pas le ruineux mille-feuille de la prétendue loi de décentralisation.

Vidéo

<https://www.youtube.com/watch?v=R1uXIGLT60I&feature=youtu.be>

Nous souhaitons adapter le modèle confédéral suisse à notre pays.

Le financement du gouvernement central comme celui des régions doit être assuré par tous les citoyens proportionnellement à leurs revenus car l'impôt progressif n'est ni juste ni efficace.

La fiscalité sera constituée d'un impôt proportionnel (*flat tax*) national, d'un impôt proportionnel régional, d'un impôt sur les sociétés à taux faible ainsi qu'une TVA à taux unique.

La fiscalité globale sera plafonnée à 40 % du PIB dès que possible et la cible à plus long terme sera 30 % du PIB. (l'État contrôle actuellement 35 % du PIB en Suisse contre 57 % en France). Toutes les niches fiscales doivent être supprimées.

**Le principe de subsidiarité appliqué à l'Europe était inscrit dans l'acte unique européen de 1986.**

Cet acte indiquait que l'union européenne n'est habilitée à prendre des décisions que dans ses domaines de compétence exclusifs qui sont le marché commun, l'euro et la réglementation de la pêche pour l'essentiel.

Les autres décisions doivent être prises au niveau national.

ML2D entend replacer l'union européenne dans les limites de l'acte unique de 1986.

## **Comment mettre en place la démocratie directe ?**

La révolution numérique le permet à moindre coût.

Les mêmes techniques numériques qui vous permettent d'acheter en ligne permettent de lancer ces consultations. Ça ne coûte pas cher (et ça tombe bien parce que c'est nous qui payons).

Nous ferons créer une application dédiée et sécurisée pour les 3 ou 4 consultations annuelles.

Les citoyens pourront facilement voter lors d'une consultation en utilisant leur téléphone mobile, leur ordinateur personnel ou les ordinateurs qui seront mis à disposition du public dans les services publics et les mairies.

Mais attention : les thèmes de référendums doivent être bornés par le droit naturel des individus.

Les droits naturels sont : la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

**La mission légitime de l'État consiste à défendre le droit naturel des individus.**

Les sujets de référendums seront donc limités pour que jamais ils ne puissent aboutir à la spoliation ou à la tyrannie de la majorité.

Les sujets complexes comme l'immigration doivent être traités en consultation avec les Français, nous aborderons ces sujets par référendum.

**L'État providence n'est pas la mission de l'État, les transferts sociaux non consentis sont un vol.**

L'État pourra être providentiel uniquement dans les cas de force majeure lorsque les citoyens sont vraiment dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins (handicapés, etc...) mais tout doit être mis en place pour que la philanthropie prenne progressivement le relais de l'État providence.

La démocratie directe et le modèle confédéral nous permettront de passer d'un ordre construit, jacobin et centralisé qui fait la part belle à l'administration et engendre une inflation normative et fiscale exponentielle, à un ordre plus spontané, décentralisé, qui fait la part belle à l'initiative individuelle, qui permettra à chaque citoyen d'aller au bout de son potentiel.

Les nombreuses lois et règlements inutiles seront supprimés car loin de protéger les citoyens, elles brident l'initiative individuelle et servent trop souvent à organiser le capitalisme de connivence.

Le libre échange est la clé pour accroître la prospérité des peuples mais la mondialisation a peu à voir avec le libre échange.

Le véritable libre échange impose des balances commerciales équilibrées car on ne peut pas consommer durablement à crédit.

C'est la rencontre fatale des mondialistes et des interventionnistes étatiques qui permet le capitalisme de connivence, c'est à dire un environnement législatif conçu pour avantager certains au détriment de tous et adossé à un endettement massif afin de créer artificiellement une demande.

La libération du marché et la mise en concurrence des services aujourd'hui publics aboutiront à la réduction de l'administration en la concentrant à nouveau sur ses missions légitimes. Ceci contribuera à l'instauration d'un climat de confiance propice à l'émergence de nombreuses PME/PMI créatrices d'emplois et de richesses faisant enfin reculer le chômage.

La réindustrialisation de la France pourra se faire ainsi en quelques années ce qui fera converger l'économie, l'emploi et les finances françaises vers les économies les plus performantes de la zone euro : à titre de comparaison l'Allemagne compte 1 emploi public sur 9 contre 1 pour 5 en France.

L'Allemagne compte 6 fois plus de PME/PMI que la France qui représentent un volume appréciable des exportations. Pourtant, la capitalisation boursière des entreprises allemandes cotées est la moitié de celle des françaises.

### **Désormais les citoyens veulent moins d'impôts, moins de dette et de vrais emplois !**

En interrogeant nos concitoyens de tous bords politiques sur le sens de leur engagement, une constante revient toujours : on s'engage en politique (pourvu que l'on soit sincère) pour lutter contre le mal. Le mal, en France, c'est la pauvreté, le chômage et la perte d'estime de soi qui en découle souvent.

C'est pour améliorer les conditions matérielles et morales des plus faibles que nous ferons tout pour encourager le capitalisme de concurrence et que nous lutterons sans relâche contre le capitalisme de connivence.

Seul le capitalisme de concurrence a démontré sa capacité à améliorer le sort des masses et la valeur morale d'un système économique ou politique se juge par le sort réservé aux plus faibles.

Vive la liberté !

Loïc Rousselle

Twitter <https://twitter.com/ML2D2>

Facebook [https://www.facebook.com/ML2D-385292792232350/?modal=admin\\_todo\\_tour](https://www.facebook.com/ML2D-385292792232350/?modal=admin_todo_tour)

Site <http://ml2d.fr/>